



V. VINCENZO / LE COURRIER

« Aimer et servir sa ville, c'est partir se former »

Bixente Etcheçaharreta,
président de l'association Des territoires aux grandes écoles (DTGE)

Plutôt que mettre en place des politiques d'attractivité à destination d'urbains diplômés, les villes en voie de dévitalisation pourraient d'abord parier sur leur propre jeunesse. L'association basque DTGE, apôtre de la formation pour tous, sensibilise en ce sens les étudiants d'une vingtaine de territoires ruraux.

Les maires partagent avec l'Education nationale une compétence pour le niveau primaire. Leur rôle s'arrête-t-il là ?

Il suffit de se remémorer les chiffres des inégalités d'accès à l'université et aux filières d'excellence pour prendre conscience que les élus ne peuvent délibérément pas se contenter d'entretenir des écoles primaires. Garantir aux enfants des quartiers populaires ou des zones rurales en souffrance les mêmes facilités d'orientation et donc le même accès aux études supérieures que la

jeunesse des centres-villes est une exigence républicaine, sociale. Mais pas seulement : considérant qu'il s'agit aussi d'un élément de stratégie territoriale, je suis extrêmement surpris que cette question ne soit pas davantage mise à l'agenda local.

Accompagner les jeunes dans leurs études supérieures ne revient-il pas plutôt à l'Etat ?

Chacun doit faire sa part. L'Etat n'a jamais pris en compte les spécificités du monde rural dans ses politiques d'éducation. Soit. Mais les collectivités devraient davantage s'employer à lever les blocages gênant la poursuite d'études. Les principaux freins de l'accès à l'enseignement supérieur ne sont pas intellectuels, mais d'abord sociaux, financiers, territoriaux et culturels.

Dans ce but, les villes moyennes doivent-elles essayer de maintenir ou d'attirer davantage d'offre de formation ?

Rien n'est plus efficace que l'installation d'une antenne universitaire ou d'une école à proximité pour augmenter le taux de poursuite d'études de la jeunesse des territoires environnants, tout particulièrement des boursiers. Les bacheliers précaires peuvent ainsi s'en servir de marchepied, avant de se projeter éventuellement dans une grande ville pour terminer leurs cursus ou rallier une grande école. Malheureusement, les derniers ministres de l'Enseignement supérieur avaient les yeux rivés sur le classement de Shanghaï. Plutôt que de se concentrer sur la réussite des étudiants, ils ont ainsi accompagné les tendances lourdes de l'économie et renforcé l'hyper-concentration de l'offre universitaire dans les métropoles. En cela, l'Etat en France n'a pas seulement trahi les classes populaires n'ayant pas forcément les moyens de se payer des études à des centaines de kilomètres, il a également renoncé à se servir de l'enseignement supérieur comme outil d'aménagement du territoire.

Les élus de petites communes en voie de dévitalisation ne devraient-ils pas retenir leurs étudiants plutôt que les encourager à partir étudier ?

Ce raisonnement pourrait a priori se tenir : si les hommes et femmes capables de créer de la croissance continuent d'être happés par les métropoles, l'anémie des territoires se poursuivra. Sauf qu'en réalité, retenir les jeunes sur leur territoire d'origine amènerait à un cercle vicieux totalement pervers. L'élève serait perdant, en premier lieu : ne pas se former au XXI^e siècle revient à s'enfermer dans une trappe à précarité, dont il ne pourra essayer de sortir qu'au travers d'emplois peu qualifiés et peu rémunérés. Et plus globalement, le maire serait tout aussi perdant : le territoire louperait une chance de voir un de ses habitants partir acquérir de la matière grise et la ramener un jour pour rendre l'économie locale plus qualitative et donc le territoire plus robuste. La meilleure façon de servir sa ville, pour un jeune qui aime profondément sa terre, c'est de la quitter pour se former, se faire une expérience ailleurs et y revenir plus tard injecter la valeur ajoutée qu'il aura acquise.

Rien ne dit qu'ils reviendront, un jour...

C'est un risque à prendre. Les élus doivent se montrer visionnaires pour consolider l'avenir de leurs territoires à moyen et long terme. Si vous voulez soutenir le développement des PME locales créant des

« La jeunesse en dehors des métropoles ne se retrouve absolument pas dans la caricature de la France périphérique »

emplois donc embauchant des habitants du territoire qui vivront et consommeront sur place, vous devez aider les chefs d'entreprise à faire monter en gamme leurs productions donc, pour cela, les aider à attirer une main-d'œuvre qualifiée. Vous auriez

tort, dès lors, de ne pas tout mettre en œuvre pour que votre jeunesse soit capable de valoriser les savoir-faire locaux et partir à la conquête de nouveaux marchés... L'élévation du niveau de qualification de votre jeunesse est votre meilleur atout pour revitaliser vos territoires.

Pour mettre un maximum de chances de leur côté, les collectivités doivent tisser des liens forts avec les bacheliers quittant le territoire pour rejoindre une filière d'excellence. Elles doivent mieux animer leurs diasporas de jeunes ; Même s'ils n'y rentrent pas tous les week-ends, leurs étudiants peuvent être utiles aux territoires où ils ont grandi et continuer à s'y investir lorsqu'ils sont de passage. S'il a pu nourrir une relation sur le temps long avec sa ville d'origine, un haut diplômé travaillant dans un centre de décisions orientera probablement ses choix vers elle lorsqu'il aura une décision structurante à prendre.

Les étudiants ont-ils seulement envie de vivre dans cette « France périphérique » ?

Depuis la crise des gilets jaunes, j'ai l'impression que tous les territoires éloignés de Paris ou d'une métropole sont considérés comme étant des zones rurales reculées, pour ne pas dire sous-développées. Il s'agit d'une caricature dans laquelle la jeunesse des villes petites et moyennes, du périurbain ou des campagnes ne se retrouve absolument pas. Malheureusement, ce misérabilisme est entretenu par certains élus eux-mêmes. Or, si vous inculquez à la population locale qu'elle vient du bout du monde et ressemble aux nouveaux Indiens d'Amérique, comment voulez-vous qu'ils osent ensuite des parcours ambitieux ? Faites attention à ce que ce discours ne devienne pas contre-productif et ne génère une prophétie autoréalisatrice.

RESSOURCES

Exploiter le filon de l'ESR en cœur de ville



L'Association des villes universitaires (Avuf), attentive aux « pôles d'enseignement supérieur de proximité », s'est penchée l'été dernier sur le plan « Action Cœur de ville ».

Et pour cause : ce plan gouvernemental faisait l'impasse sur le rôle des universités. Dans un rapport co-signé avec des associations du bloc local, François Rio plaide pour une meilleure

prise en compte de l'atout « formation » dans les opérations locales de revitalisation.

www.avuf.fr/wp-content/uploads/2019/10/Rapport-ACV-et-ESR-final.pdf

Zoom sur les relations université - métropole

Ne vous fiez pas au titre de la thèse de Sophie Lafon, centrée sur les liens entre l'université de Bordeaux et sa métropole. De nombreux passages ne manqueront pas d'attiser la curiosité d'élus et de services d'autres strates de collectivités, sur le « retour aux villes à l'ère post-fordiste (p. 26-27, 45-47), les différences de discours entre villes moyennes et métropoles (p. 63-67) ou les externalités négatives de l'hyper-concentration des universités (p. 68).

www.theses.fr/2017BORD0594

SUR LE WEB

Jeunes des villes, jeunes des champs

La Fondation Jean-Jaurès et l'association Chemins d'avenirs ont interrogé, en novembre, quelques jeunes de 17 à 23 ans sur leurs choix d'orientation. Il apparaît que « les origines géographiques et sociales continuent d'influer fortement sur la projection de ces jeunes vers l'avenir, sur leur degré d'ambition et sur l'autocensure qu'ils développent – de manière plus ou moins consciente – en fonction de leur milieu d'origine et de leur lieu de résidence. »

Un constat qui est venu nourrir une note, dont la conclusion est pour le moins limpide : « La lutte des classes n'est pas finie. »

jean-jaures.org/nos-productions/jeunes-des-villes-jeunes-des-champs-la-lutte-des-classes-n-est-pas-finie

Panorama international de l'ESR à but lucratif

Les élus locaux pariant sur l'enseignement supérieur pour rebondir ne doivent pas se déconnecter des enjeux plus globaux. Le documentaire « Etudiants : l'avenir à crédit » de Jean-Robert Viallet, disponible gratuitement sur Arte jusqu'en mai 2020, offre un panorama instructif du secteur. Où il apparaît que la mise en concurrence précipite la marchandisation des universités et piège des étudiants ayant cru s'acheter un avenir en payant leurs études.



www.arte.tv/fr/videos/060212-000-A/etudiants-l-avenir-a-credit/